

AU CŒUR DE LA CRISE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE DU CAPITALISME : LA CONTRADICTION ENTRE RICHESSE ET VALEUR

Jean-Marie Harribey

Actuel Marx, n° 57, premier semestre 2015, p. 173-185

Abstract : *The social and ecological crisis of capitalism : a contradiction between wealth and value*

The depreciation of labour power and the degradation of nature are today the principal causes of the structural crisis, because capitalism can not go beyond the current level of exploitation of labour and nature, without a corollary decrease in the rate of profit.

*In our book *Wealth, Value and the Inestimable*, we show that we need to return to the criticism of political economy to find again the distinction between use value and exchange value. Particularly, this distinction helps to understand two facts.*

Firstly, the labour power employed in the non-saleable services is productive of value. Not monetary value for capital of course, but value for the society, which is not extracted from the private sector and redirected to the public sector, but produced in this sector. Work done in non-saleable services is not exchanged for capital. Instead, it is exchanged for value and income that are produced following a collective decision on the anticipation of collective needs.

Secondly, the « value » of nature does not belong to the order of economy. It belongs to an unevaluable register : it provides wealth but not value. Neoclassical ideology tries to give an economic value to the nature, but this one is not product by the labour. The aim of the capital is to merchandise all natural resources, and to transform the nature in a new field of rentability of capital.

Le capitalisme mondialisé traverse une crise inédite, par son ampleur et par sa multidimensionnalité. Elle a ses racines dans des contradictions sociales et écologiques poussées jusqu'à un point extrême dans la phase néolibérale. Contradictions sociales car la dévalorisation de la force de travail au regard de la productivité de celle-ci contribue à provoquer une situation de surproduction dans la plupart des secteurs industriels. Malgré cela, les classes possédantes s'enrichissent outrageusement, via les allègements fiscaux dont elles bénéficient et les exigences rentières exorbitantes de la finance. Il en résulte chômage endémique, précarité, amenuisement de la protection sociale et inégalités croissantes. Contradictions écologiques aussi, car l'accumulation infinie du capital bute sur les limites de la planète : elle menace les équilibres des écosystèmes, épuise nombre de ressources naturelles, appauvrit la biodiversité, génère des pollutions multiples et dérègle le climat. De ces deux séries de contradictions, qui se renforcent l'une l'autre, naissent *la difficulté et, à terme, l'impossibilité de faire produire par la force de travail toujours plus de valeur et de la réaliser sur le marché*. Autrement dit, le capitalisme ne peut aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail sans ruiner ses possibilités d'expansion, et il ne peut aller non plus au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature sans détériorer ou détruire la base matérielle de l'accumulation. Certes, ce n'est pas la crise écologique qui a déclenché la crise financière en 2007, l'économie et l'écologie s'inscrivant dans des temporalités différentes, mais la conjonction dans le temps – aujourd'hui – de la crise du régime d'accumulation, qui s'inscrit dans le moyen terme, et de la crise du principe de

l'accumulation, qui s'inscrit dans le long et le très long terme, fait le caractère systémique et multidimensionnel des bouleversements actuels.

Ainsi, on peut réinterpréter la crise financière ouverte en 2007. Elle est l'éclatement de l'illusion entretenue par l'idéologie économique pendant les dernières décennies, consistant à penser que la finance pouvait se dégager des contraintes sociale et matérielle évoquées à l'instant et devenir une source endogène et autosuffisante de valeur, sinon de nouvelle richesse. Or ces deux contraintes sont indépassables. Dit dans les termes théoriques de Marx, le passage d'un capital-argent *A* à un capital *A'* plus élevé ne peut durablement se faire sans le détour par le capital productif engageant, d'un côté, la force de travail et, de l'autre, équipements et ressources matérielles. Crise sociale et crise écologique sont donc aujourd'hui inextricablement liées, même si leur temporalité et leur cycle diffèrent par leur amplitude.

La thèse que nous soutenons dans *La Richesse, la valeur et l'inestimable*¹ est celle d'un retour à la critique de l'économie politique, afin de lier les deux questions, sociale et écologique, grâce à la théorie de la richesse et de la valeur : il s'agit de rompre avec l'idée que la richesse se confond avec la valeur des marchandises produites par le capitalisme. Pour avoir oublié ou nié la distinction initiée par Aristote, et reprise plus tard par l'économie politique, entre valeur d'usage et valeur d'échange, l'idéologie économique libérale s'est révélée incapable de comprendre et surtout de prévenir la montée des périls amenés par la marchandisation de toutes les activités humaines, des connaissances, des ressources naturelles, de la biodiversité et de tout le vivant : au contraire, privatiser ce qui pourrait être les biens communs de l'humanité est devenu le nouvel horizon d'un capitalisme cherchant la sortie de sa crise. Face aux contradictions exacerbées du capitalisme et aux nouvelles conditions de production nées de la mondialisation, des nouvelles techniques et connaissances, de la raréfaction des ressources naturelles, nombreuses sont les thèses qui tentent d'en cerner les enjeux, mais elles souffrent souvent de rester prisonnières des dogmes dominants, et de ce fait ne peuvent comprendre ce qui se déroule dans la sphère non marchande, ni ce qui sépare l'ordre économique de la richesse produite et de la valeur, qui sont des catégories sociales, et l'ordre de l'équilibre des écosystèmes, qui relève de l'inestimable.

RETOUR SUR LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

L'intuition d'Aristote est fondatrice du paradigme établissant une irréductibilité entre, d'un côté, la richesse, entendue comme la somme de toutes les valeurs d'usage disponibles, qu'elles soient d'origine naturelle ou d'origine humaine, et, de l'autre, la valeur, entendue au plan économique, c'est-à-dire, dans les sociétés modernes, en monnaie. Aussi bien chez les classiques Smith et Ricardo que chez Marx, on trouve l'idée que la valeur d'échange des marchandises est déterminée par les conditions sociales et techniques de la production. Marx précise même que la valeur d'usage est un « porte-valeur » : elle est une condition nécessaire mais non suffisante de la « valeur² ». La conclusion est qu'il existe un espace au-delà de celui des marchandises : la richesse déborde donc la valeur.

Ébauchée par les classiques, parachevée par Marx pour en faire une critique du fétichisme de la marchandise et de l'exploitation, cette thèse dite de la « valeur-travail » connut un destin tourmenté. Elle fut niée par les néoclassiques qui rejettent toute idée d'exploitation et dont le postulat – l'utilité fondement des prix – est diamétralement opposé à celui de l'économie politique. Mais, en abandonnant la théorie de la valeur, ils ne peuvent pas

¹ Harribey Jean-Marie, *La Richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

² Marx Karl, *Le Capital*, Livre I, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », tome I, 1965, pp. 576 et 581.

penser l'économie dans un cadre social global et érigent les lois du capitalisme en lois économiques universelles et intemporelles. Dès lors, le profit ne peut plus être le résultat d'une structuration sociale particulière ; il devient, au gré des impératifs de légitimation idéologique, un miracle du temps qui s'écoule, une récompense de l'abstinence et/ou du risque tombée des cieux, l'enfant d'une matière morte tenue pour féconde, le capital technique, ou d'une matière fictive tenue pour miraculeuse, la finance.

Mais la théorie de la valeur-travail fut également contestée dans son expression marxienne parce qu'elle présentait un défaut méthodologique dont l'éradication ouvrit un débat s'étalant sur plus d'un siècle. Ce fut le problème dit de la transformation des valeurs en prix de production³, dont il ressort que, pour rendre compatibles la théorie de la valeur fondée sur le travail et le fonctionnement dynamique du capitalisme, il faut considérer que ce n'est pas une quantité d'heures de travail qui est « transformée » en monnaie ; ce qui est transformé, c'est *l'équivalent monétaire d'une quantité de travail en un autre équivalent monétaire qui intègre l'exigence de rémunération égale des capitaux*.

Le marché capitaliste valide la production de valeur d'usage et, à travers elle, le fait d'avoir travaillé pour l'obtenir, dans une proportion qui sera le travail abstrait ou travail socialement nécessaire de Marx. Par les mécanismes d'égalisation du taux de profit et de circulation du capital, le marché réalloue l'équivalent monétaire du travail concret. Ce rôle, qui s'achève par la flexibilité des prix en fonction de l'offre et de la demande, s'exerce sur la base des conditions sociales et techniques de production. Le produit net est partagé entre capitalistes et prolétaires en monnaie, et non en nature. À la suite du processus de valorisation monétaire qui suppose une tendance à l'égalisation des taux de profit dans l'économie, la part de la valeur monétaire du produit net qui revient aux salariés définit un taux d'exploitation, dont on peut alors déduire le partage entre ce que Marx appelle travail nécessaire et surtravail, ces deux quantités ayant été socialement validées, c'est-à-dire reconnues à travers la chaîne qui va de la production à sa réalisation monétaire sur le marché capitaliste.

La réexposition de ce débat ancien autour de la loi de la valeur formulée par Marx est nécessaire à l'analyse conjointe des questions sociale et écologique parce que, à la racine de ce débat comme à celui sur l'écologie, figure la séparation entre richesse et valeur. Contrairement à la présentation qui en est faite le plus souvent, pour Marx, le travail et la terre sont les deux sources de la richesse, mais le travail est la seule source de la valeur. Là se situe la matrice conceptuelle pour montrer que les biens « non-marchandises », comme les connaissances ou la nature, ne sont pas réductibles à du capital.

LA VALEUR ET LES NOUVELLES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

Dans le contexte de la mondialisation du capital et de la restructuration financière depuis les décennies 1970-1980, dont la crise actuelle est l'aboutissement, se sont produites deux transformations importantes qui ont contribué à rouvrir les discussions théoriques sur la richesse et la valeur. L'une porte sur la place grandissante des connaissances dans le processus productif. L'autre concerne la généralisation à l'échelle planétaire d'un mode de développement productiviste dévastateur. Dans le premier cas, la source de la valeur est-elle modifiée ? Dans le second, quel type de richesse est mis à mal ?

³ Laure Van Bambeke Vincent a présenté une synthèse renouvelant les termes de la discussion dans *Les Méandres de la transformation totale des valeurs en prix de production de marché, Essai de théorie économique rationnelle*, Paris, L'Harmattan, 2013. Voir un résumé dans *Les Possibles*, n° 2, Hiver 2013-2014, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-2-hiver-2013-2014/debats/article/de-la-valeur-travail-aux-prix-de>.

De la difficulté à transformer la connaissance en capital

La révolution des techniques d'information et de communication que le capitalisme suscite intègre les connaissances comme facteur décisif de la production. Ainsi se développerait un capitalisme qualifié par certains de « cognitif », ou d'« économie de la connaissance », d'« économie de l'information », ou encore d'« économie de l'immatériel », prenant le relais de l'ancien capitalisme fordiste de l'industrie de masse d'après-guerre⁴. L'évolution serait telle qu'elle conduirait progressivement, selon quelques auteurs, à éliminer le travail vivant comme source de la valeur, ou, selon d'autres, à englober dans le travail vivant tout instant de la vie, et, de toute façon, obligerait à abandonner la loi marxienne de la valeur. La sortie du capitalisme industriel sonnerait le glas de cette loi qui aurait connu son apogée à l'époque du fordisme, tandis que, désormais, le travail ne produirait plus la valeur qui « se forme principalement dans la circulation⁵ ». Cette évolution confirmerait même selon certains auteurs une intuition de Marx dans les *Grundrisse*⁶. Il faudrait alors accompagner la transformation du capitalisme – résultant de l'évolution des techniques et des connaissances en dehors de tout rapport de force puisque les classes sont censées disparaître – qui promet à chaque travailleur la possibilité de « se produire soi-même », et simultanément, pour tous ceux que le système met quand même à l'écart, d'espérer un revenu d'existence en lieu et place d'un plein emploi désormais hors d'atteinte et surtout contraire à l'objectif d'émancipation.

Mais l'hypothèse du capitalisme cognitif soulève plusieurs objections. La première porte sur la distinction entre richesse et valeur, fondatrice de l'économie politique et de sa critique par Marx. Celui-ci parle de la distanciation de plus en plus grande entre le travail vivant et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, sans que cela signifie une distanciation entre travail et valeur. Au contraire, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la progressive disparition du travail vivant – et, pour Marx, il s'agit d'une « proposition tautologique⁷ » – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, conforme à la loi de la valeur.

À l'encontre des théoriciens du cognitivisme, on peut dire que, pour Marx, c'est la dissociation entre valeur et richesse qui est au cœur de la contradiction du capital dont il avait bien vu les potentialités d'évolution : « Il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la

⁴ Azaïs Christian, Corsani Antonella, Dieuaide Patrick (éd.), *Vers un capitalisme cognitif, Entre mutations du travail et territoires*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Hardt Michael, Negri Antonio, *Empire*, Paris, Exils Éd., 2000 ; Vercellone Carlo (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003 ; Gorz André, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003. Pour une approche plus distanciée : Mouhoud E. Mouhoub, Plihon Dominique, *Le savoir et la finance, Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, Paris, La Découverte, 2009. Pour une critique : Harribey Jean-Marie, *La Richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.*

⁵ Moulier Boutang Yann, *L'abeille et l'économiste*, Paris, Carnets Nord, 2010, p. 183.

⁶ Marx Karl, *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Paris, Éd. sociales, 1980, tome II, pp. 192-193 : « Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. [...] Dans cette mutation ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. [...] Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. »

⁷ *Ibidem*, p. 322.

création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui est affecté⁸. » Le développement des forces productives conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du procès de production, ce qui a pour conséquence d'augmenter la productivité du travail et donc d'abaisser la valeur des marchandises, évolution que renforce l'incorporation des connaissances. Cette exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais en est la stricte application.

La loi de la valeur n'est donc pas « caduque⁹ » dans le champ de l'économie ; elle n'a jamais été aussi valide, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, là n'est pas la question. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle Gorz¹⁰ n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels sa forme capitaliste ne gouvernerait pas, mais dire que « [l'évolution présente] exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail¹¹ » est dénué de sens dès lors qu'on intègre tous les coûts. D'autre part, il faut distinguer le fait de « l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange¹² » au fur et à mesure que l'automatisation progresse, ainsi que le note à juste titre Marx, et une modification, tout à fait imaginaire, du fonctionnement interne de la loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social. D'ailleurs, lorsqu'il évoque la société future débarrassée du capital, Marx n'élimine pas du tout la relation entre travail et valeur :

« Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela¹³. »

À l'inverse de beaucoup d'interprétations actuelles, notre idée est que la dégénérescence de la valeur est constitutive de la loi de la valeur, c'est-à-dire que l'accumulation du capital entraîne une tendance à la dégénérescence de la valeur unitaire des marchandises, mais non une tendance à une dégénérescence de la *loi* de la valeur, c'est-à-dire non une dégénérescence du critère du travail social à l'intérieur de la loi. Le critère (le travail social) et la quantité (de travail social) doivent être absolument distingués. L'accumulation du capital peut même être lue comme une extension du champ de la valeur compensant plus ou moins la baisse des valeurs unitaires.

En revanche, la contradiction nouvelle du capitalisme est de vouloir transformer l'élément principal constituant le travail vivant – la connaissance – en capital à valoriser, c'est-à-dire en une nouvelle forme de travail mort. Deux obstacles au moins se dressent devant cette entreprise. Le premier est le caractère difficilement appropriable de la connaissance en elle-même, puisqu'elle naît de l'esprit humain et qu'elle ne peut être ôtée de celui-ci. Seul l'usage de la connaissance est aisément appropriable, et le brevet le frappe alors d'interdit ou le soumet au paiement d'une rente. Sans cela, la connaissance peut être soumise à des règles collectives de non-appropriation¹⁴.

Le deuxième obstacle à l'appropriation de la connaissance par le capital est le risque qu'elle fait courir à la diffusion et à l'extension des connaissances. La socialisation de la

⁸ *Ibidem*, p. 194.

⁹ Gorz André, *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997, p. 148.

¹⁰ *Ibidem*, p. 145.

¹¹ *Ibidem*, p. 148.

¹² Marx Karl, *Manuscrits de 1857-1858, op. cit.*, tome II, p. 193.

¹³ Marx Karl, *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », tome II, p. 1457.

¹⁴ Dans *La Richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.*, nous proposons une typologie des concepts de biens publics/collectifs/communs à partir d'un examen critique de la thèse d'Ostrom Elinor, *Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

production et de la transmission des connaissances entre donc en contradiction avec leur appropriation privée. Cette contradiction est au cœur de la crise du capitalisme contemporain, qui éprouve de la difficulté à faire fonctionner le savoir comme capital, c'est-à-dire à en faire un objet de profit. Pourtant, il s'y emploie. Et pour cela il ne peut se passer de la force de travail qui « porte » le savoir.

De l'irréductibilité de la nature à du capital

L'instrumentalisation de la nature a atteint un point tel que, jusqu'au sein du courant néoclassique, les économistes se sont mis à l'heure de la défense de l'environnement, considéré comme un « capital naturel ». Selon eux, la nature possède une « valeur économique intrinsèque », qu'ils mesurent par... la réparation des dégâts qu'on lui inflige, ou bien elle « rend des services » à l'homme, que le calcul économique évaluera en termes monétaires. Puis, ils intègrent, dans un concept de « valeur globale », différentes « valeurs » (usage, option, quasi-option, legs, existence, écologique). Plusieurs erreurs méthodologiques et épistémologiques sont commises ici : 1) l'addition d'éléments incommensurables, 2) les impossibles mesures de l'utilité de la nature, de la valeur du stock de la nature et des flux qui en sont issus, et 3) l'échec de la modélisation de la substitution du capital à la nature.

La « valorisation du vivant », la « valeur économique de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature » sont désormais des sujets d'étude de la Banque mondiale, du PNUE, de l'OCDE, de l'Union européenne, etc. Mais cette approche croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Les économistes néoclassiques redéfinissent la richesse comme la somme du capital économique, du capital humain, du capital social et du capital naturel. Tous ces capitaux seraient additionnables puisqu'ils relèveraient d'une procédure de calcul analogue. Plus grave, cette thèse ne peut pas prendre en compte le métabolisme au sein des écosystèmes naturels. En isolant chaque élément pour en évaluer le coût, le prix, voire l'utilité, elle ne peut saisir ce qui est le plus important : les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

Pour faire bonne mesure, si l'on peut dire, la logique financière n'est jamais loin. Tous les rapports internationaux estiment que la soutenabilité forte est préférable à la soutenabilité faible, mais, lorsqu'il s'agit de définir les facteurs de la richesse, on lit : « On peut noter que dans cette formulation, le capital financier est une forme de capital social par la capacité de mobiliser les autres formes de capital social et les trois autres sortes de capitaux¹⁵. »

Autrement dit, *ou bien ces chercheurs considèrent que la valeur de la nature est d'ordre économique et ils ne sont pas en droit de la déclarer intrinsèque, en tant que stock ou en tant que flux, ou bien ils ne la considèrent pas comme relevant de l'économique et ils la nomment intrinsèque, tout en l'ajoutant abusivement à la valeur économique*. Dans les deux cas, ils échouent à sortir d'une matrice théorique qui n'a jamais su penser correctement la valeur. L'échec est patent quand on examine la perle contenue dans ce passage pseudo-pédagogique dissimulant la fonction de production néoclassique Cobb-Douglas, imputant à chaque facteur une partie de la valeur créée dans le processus productif :

« Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à

¹⁵ Ekins Paul, « Safeguarding the Future of the Wealth of Nature », in UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012*, CUP, 2012, p. 233, note 2. La Bank of Natural Capital déclare de son côté qu'il faut « mettre la nature dans l'équation », <http://bankofnaturalcapital.com>.

l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau !¹⁶ »

Et si on empêche le berger de respirer, qui meurt dans l'instant, toute la valeur était-elle auparavant créée par l'air ? En fait, le concept de facteur limitant est antagonique avec la position néoclassique et/ou néophysiciocrate, qui tente de théoriser ledit capital naturel.

La démarche néoclassique décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie serait capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. Elle assimile une mesure de la valeur d'un stock à la somme des flux de « services rendus par les écosystèmes » pour glisser ensuite à la « valeur de la nature ». En conséquence, la supercherie de cette théorie au sujet de la richesse et de la valeur comporte trois aspects : elle réduit l'espace de la première à celui de la seconde ; elle subordonne le hors-économique aux critères de l'économique ; elle ignore les conditions sociales de production de la richesse et de valorisation du capital, ce qui revient à naturaliser les rapports humains qui, ainsi, ne sont plus sociaux. Les biens naturels sont ou bien réputés sans valeur parce que prétendument inépuisables, ou bien garantis sauvegardés par la seule instauration d'un prix fictif, notamment par la procédure d'actualisation. Il est postulé la substituabilité continue entre des richesses produites par l'homme et celles qui ne sont pas de son ressort. Comme le sort réservé à la biosphère transmutée en capital naturel est analogue à celui du savoir et du savoir-faire défigurés en capital humain ou encore à celui des liens sociaux transfigurés en capital social, une simple addition est censée donner une valeur à tout, une valeur au tout, puisque la magie du capital opère l'homogénéisation de l'hétérogène par excellence.

On retrouve donc le point de départ de la critique de l'économie politique. Marx a constamment répété que le travail et la terre sont les créateurs de la *richesse*, le travail créant seul la *valeur*. « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty¹⁷. » Ou bien : « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine¹⁸. » Et encore : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*¹⁹. » Cela devrait suffire à réfuter l'idée omniprésente dans la pensée écologiste courante selon laquelle la théorie de la valeur de Marx ignorerait la nature, au motif qu'elle serait productrice de richesse en termes de valeurs d'usage, mais pas de valeur, c'est-à-dire comme fraction du travail social, ce que n'est pas, par définition, la nature. On ne peut donc ni penser que la nature construirait sa propre valeur, ni qu'elle créerait de la valeur, ni que l'être humain révélerait sa valeur économique intrinsèque, cachée, et dont il lui reviendrait de dévoiler l'existence. En d'autres termes, croire que la catégorie « valeur » pourrait être naturelle relève du fétichisme, dans le sens où Marx le disait à propos de la marchandise, de l'argent, du capital et, de manière générale, des prétendues lois économiques : toutes ces catégories sont issues de rapports sociaux particuliers. Ici, d'une

¹⁶ De Perthuis Christian, Juvet Pierre-André, *Le Capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, Paris, Odile Jacob, 2013, p. 196.

¹⁷ Marx Karl, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 571.

¹⁸ Marx Karl, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, in *Œuvres*, tome I., *op. cit.*, p. 1413.

¹⁹ Marx Karl, *Le Capital*, Livre III, Paris, Éd. sociales, 1974, tome 3, p. 195, ou in *Œuvres*, *op. cit.*, tome II, p. 1430.

part, la catégorie socio-économique « valeur » ne peut être appliquée à la nature, et, d'autre part, parler, sans autre précision, de « valeur » de la nature doit être strictement réservé à la construction sociale, fruit des rapports sociaux, des représentations et des pratiques la concernant.

Les ressources naturelles sont une richesse indispensable à toute production de valeur, mais sans valeur économique intrinsèque. Si, pour engager une stratégie de soutenabilité, on attribue un prix aux éléments naturels utilisés, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – on pourrait dire infinie si celles-ci conditionnent la survie de l'espèce humaine, mais cela n'aurait aucun sens – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources.

LA VALEUR DANS LA SPHERE NON MARCHANDE

La thèse que nous avons exposée dans *La Richesse, la valeur et l'inestimable* est que la matrice conceptuelle de la critique de l'économie politique est en mesure d'appréhender simultanément, et de manière liée, les contradictions de type social et de type écologique du capitalisme. Et cela à partir des catégories de richesse et de valeur. Mais un dernier obstacle reste à surmonter. Le dépassement de celui-ci est d'autant plus difficile qu'il se situe au cœur de la tradition marxiste, tout en étant – c'est ce que nous pensons – contraire à l'esprit de Marx.

Capital idéal-typique et capital réel

Dès l'instant où existe un champ de l'activité humaine non soumis à la rentabilité du capital, on entre dans un registre qui peut être monétaire mais non marchand. Il en va ainsi de la production de services non marchands, dont il faut se demander si s'applique ou non à son propos la catégorie valeur.

L'idée selon laquelle l'activité non marchande serait financée par prélèvement sur l'activité marchande est à notre avis une erreur, très répandue aussi bien dans la vision libérale que dans un pan du marxisme historique. La conséquence normative de la première est de verrouiller les politiques budgétaire et monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics. Tandis que beaucoup de marxistes traditionnels, tout en affirmant leur opposition à la loi capitaliste, sont démunis pour offrir une théorie alternative, dès lors qu'ils oublient la distinction opérée par Marx entre procès de travail capitaliste et procès de travail en général, c'est-à-dire entre procès de production de valeur pour le capital et procès de production pour la société : ils restent accrochés à l'idée selon laquelle les services non marchands sont financés par un prélèvement sur la plus-value produite dans le secteur capitaliste ; par conséquent, les travailleurs de ces services sont déclarés improductifs²⁰. Penser dans ces conditions la démarchandisation de la société est impossible puisque la « non-marchandise » dépendrait de l'existence de la marchandise.

Même si l'analyse ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils pour critiquer la marchandise, le marxisme traditionnel a confondu ce modèle théorique idéal-typique avec l'analyse concrète d'une société réelle. En particulier, sont trop souvent assimilées les catégories de capitalisme et de marché, celles de monétaire et de marchand et celles de non-

²⁰ Voir le débat que nous avons eu avec Jacques Bidet (2002, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>), et avec Antoine Artous dans *Contretemps* (2014, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-artous.pdf>) et <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-artous-suite.pdf>).

monétaire et de non-marchand²¹. Or, dans toutes les sociétés capitalistes contemporaines, se combinent trois formes de mise en œuvre des capacités productives. La première, dominante, concerne le travail salarié qui produit de la valeur destinée à l'accumulation du capital. La deuxième concerne le travail salarié dans les administrations produisant des valeurs d'usage non marchandes bien que monétaires. Le troisième pan de l'activité humaine est dans la sphère domestique ou dans le domaine associatif, dont le produit est non monétaire, et qui n'interfère pas avec la discussion menée ici. L'idée que nous soutenons est que la sphère non marchande ne naît pas d'une soustraction au *produit* de la sphère marchande, bien que les ressources humaines et matérielles qui y sont employées ne soient plus disponibles pour l'accumulation du capital. En suivant la distinction marxienne entre procès de production capitaliste et procès de production en général, il convient de distinguer au sein de la catégorie de valeur, celle destinée à grossir le capital et celle destinée à répondre aux besoins sociaux.

Financement et paiement de l'activité

Les entreprises capitalistes décident de produire quand elles anticipent des débouchés qui répondent à des besoins solvables pour leurs marchandises. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Les administrations publiques anticipent l'existence de besoins collectifs et elles investissent et embauchent également. La décision politique prise *a priori* est une validation hors-marché. Au total, l'injection de monnaie sous forme de salaires et d'investissements privés et publics engendre la production de biens privés marchands et de services non marchands. Alors que l'anticipation et la validation sont disjointes dans le cas du marché, elles se confondent dans le cas de la production non marchande et précèdent logiquement le « paiement » de celle-ci par les contribuables qui sont aussi les usagers.

La plupart des économistes ignorent la distinction entre le financement de la production et son paiement²². Le financement est antérieur à la production et le paiement lui est postérieur. Dans la sphère capitaliste, l'investissement et l'emploi correspondant anticipent la production de valeur par les travailleurs, et la vente des marchandises ne « finance » pas la production capitaliste, elle la paie *ex post* de manière privée ; de l'autre côté, l'investissement et l'embauche dans la sphère non marchande anticipent l'existence de besoins collectifs, l'impôt en assurant *ex post* le paiement socialisé. Ce principe distinguant financement et paiement s'applique à la sphère marchande et à la sphère non marchande, bien que sa mise en œuvre soit différente : c'est l'injection de monnaie nouvelle qui « finance » l'investissement net macroéconomique, ce n'est ni l'achat des marchandises par les consommateurs, ni l'impôt payé par les contribuables, ni l'épargne des uns ou des autres. C'est l'existence de la monnaie qui permet, dans la sphère capitaliste, l'accomplissement du « saut périlleux » de la

²¹ Dans le commentaire qu'il fait de notre livre dans *Actuel Marx*, Gérard Duménil pense que nous imaginons une société où les produits ne seraient plus des marchandises et où il n'y aurait plus de salaires versés, mais cela est contraire aux distinctions que nous faisons entre monétaire et marchand et entre non-monnaire et non-marchand. Nous ne nions pas que le secteur marchand contribue à l'impôt global, mais nous montrons que l'idée qu'il « financerait » le secteur non marchand est fautive. D'autre part, nous avons montré que l'idée habituelle selon laquelle une heure de travail complexe créerait plus de valeur qu'une heure de travail simple est incompatible avec le concept de travail abstrait. Enfin, sur les différences d'interprétations de la crise, nous maintenons notre approche qui voit dans la crise actuelle à la fois un problème de production de valeur et un problème de réalisation de celle-ci. En effet, le taux de profit est égal au complément à 1 du rapport du taux de salaire et de la productivité moyenne du travail multiplié par l'efficacité du capital ; la variation du taux de profit dépend donc d'une variable de répartition et d'une variable technico-matérielle, d'où l'interaction entre la crise sociale et la crise écologique. Voir sur ce point, Harribey Jean-Marie, « La croissance, après les doutes, une certitude : pourquoi la crise sociale et la crise écologique du capitalisme sont liées », Note pour les Économistes atterrés, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/crise-croissance.pdf>.

²² L'origine de cette distinction peut être qualifiée de marxo-kalecko-keynésienne.

marchandise, c'est-à-dire la jonction entre production et réalisation de la valeur. Et c'est aussi la monnaie qui permet la socialisation du coût de la décision politique d'impulser une sphère non marchande. On se place ici aux antipodes de la thèse de l'épargne préalable qui empêche de penser la dynamique macroéconomique créée par l'investissement net.

Lesdits prélèvements obligatoires sont donc effectués sur un produit global déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande. La richesse non marchande ayant une valeur n'est pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements et ressources disponibles, dès lors soustraits à la convoitise du capital. Elle est socialisée à un double titre : par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement.

La théorie libérale confond richesse et valeur. Et la théorie critique du capitalisme ne doit pas rester obnubilée par le fait que ce système tend à réduire toute valeur à celle destinée au capital. On peut donc se débarrasser de l'idéologie économique libérale et d'un certain marxisme pour effectuer un retour au Marx qui définissait la « valeur » comme « *le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail 'sociale'* »²³, et pour se souvenir de l'incomplétude radicale du marché comme l'expliquaient Keynes et Polanyi. La reconnaissance du caractère productif du travail effectué dans la sphère non marchande participe à la redéfinition de la richesse et de la valeur, indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. Ce travail répond à des besoins sociaux hors du champ de la marchandise et contribue à la maîtrise de la société sur ce que peut être le bien-être, cette autre sorte de richesse qui dépasse le cadre de la valeur au sens économique. Et, à ce compte-là, la richesse socialisée n'est pas moins richesse que la richesse privée, au contraire. Le bornage de l'espace de la marchandise rend possible l'élargissement de celui de la gratuité *socialement construite*, c'est-à-dire des activités humaines qui, bien qu'ayant un coût, n'ont pas de prix au sens du marché, ainsi que des biens naturels et des liens sociaux qui, eux, sont inestimables.

En vérifiant qu'un travail productif détaché du caractère marchand de la production peut être organisé, on ouvre un champ d'expérimentation sociale et politique d'une transformation de la société en profondeur, et cela d'autant mieux qu'on a saisi que la richesse procurée par la nature est d'un autre registre que celui de la « valeur » et qu'on a mis en œuvre une stratégie de soutenabilité écologique.

²³ Marx Karl, « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner », dans *Œuvres, op. cit.*, tome II, p. 1550.